SIA : report de la date limite pour les chasseurs

samedi 23 décembre 2023, par Jean Pierre Bastié président de l'UFA

Lors du lancement du SIA, à Chambord, en février 2022 à l'occasion du colloque européen sur le contrôle des armes à feu le SCAE s'était montré très optimiste. Il pensait pouvoir enregistrer les comptes utilisateurs des chasseurs en quelques mois avant de passer aux autres catégories d'utilisateurs.

Mais confronté à la réalité de la résistance « gauloise » au changement, le SCAE a dû changer son fusil d'épaule et reporter au 31 décembre 2023 (cf. brève), la date butoir d'enregistrement pour les chasseurs.

Quelques jours à peine avant la date annoncée, malgré des rumeurs savamment distillées sur les risques encourus par les récalcitrants s'ils ne s'inscrivaient pas, le SCAE annonce un nouveau report.

Cette fois-ci c'est au **31 décembre 2024** qu'est repoussée la date limite d'enregistrement pour les chasseurs.

Officiellement, il s'agit d'une mesure d'équité avec les tireurs sportifs qui devront ouvrir leur compte SIA avant le 01/01/2025 (à ce jour la date d'ouverture du SIA pour les licenciés FFTir est le 27 février 2024). Certains se réjouiront d'un aveu d'échec de l'administration, nous préférons saluer l'intelligence de cette décision qui tient compte d'une disparité entre l'obligation faite aux chasseurs et les rares moyens mis à leur disposition pour y adhérer.

Sur le papier, tout avait été prévu : soutien des armuriers, des fédérations de chasse, des préfectures et même des mairies, mais dans la réalité les choses se sont montrées très différentes. Les armuriers doivent souvent perdre un temps fou à inscrire au SIA, des chasseurs qui n'ont aucune connaissance de l'univers numérique et qui n'ont même pas d'adresse mail. Ce temps, ils ne l'ont pas toujours et s'ils le trouvent, ils facturent l'inscription entre 50 et 75 € pour la grande majorité d'entre eux. D'autant que leurs clients du moment sont souvent des chasseurs âgés qui ne chassent plus et qu'ils ne reverront jamais.

Du côté des administrations, c'est la même chose. Faute de personnel et compte tenu des priorités qui sont souvent ailleurs, les permanences qui devaient ouvrir en préfecture ou en mairie se sont montrées pour le moins discrètes après la fin de l'opération « armodromes ».

Exemple récent, hier encore, un vieux chasseur contactait la presse spécialisée pour demander de l'aide pour s'inscrire au SIA, après avoir essuyé un refus de la part de son armurier et de sa préfecture.

Consciente de ces difficultés, l'UFA avait proposé au SCAE de déployer son réseau de délégués, répartis sur tout le territoire national, pour soutenir les demandeurs. Deux ans après avoir fait cette proposition, nous attendons toujours la réponse. Nous demeurons disponibles et étendons notre proposition aux tireurs, même si nous ne doutons pas qu'ils bénéficieront de la même mansuétude que les chasseurs de la part du SCAE.